

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22360]

22 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté ministériel établissant le formulaire de notification des informations à l'observatoire du foncier agricole

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.54 et D.357, modifiés par le décret-programme du 17 juillet 2018 et par le décret du 2 mai 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture, l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 et du 27 mai 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 décembre 2019 établissant le formulaire de notification des informations à l'observatoire du foncier agricole ;

Vu l'avis n° 95/2020 de l'Autorité de protection des données, donné le 2 octobre 2020 ;

Vu le rapport du 19 juillet 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit de quinze jours, adressée au Conseil d'État le 26 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le formulaire de notification des informations visé à l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture figure :

1° pour la notification des ventes, des acquisitions, des échanges, des donations en pleine propriété et des apports à une personne morale, en annexe 1^{re} ;

2° pour la notification des baux à ferme et des états des lieux à annexer à un bail à ferme, en annexe 2.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 9 décembre 2019 établissant le formulaire de notification des informations à l'observatoire du foncier agricole est abrogé.

Namur, le 22 septembre 2021.

W. BORSUS

Annexe 1^{re}**Notification à l'Observatoire
du foncier agricole**

Votre formulaire est soumis électroniquement et sera traité par l'administration renseignée ci-contre. Cette administration est responsable du traitement des données à caractère personnel.

**Service public de Wallonie**

Agriculture, Ressources Naturelles et
Environnement

Département du Développement, de la Ruralité,
des Cours d'eau et du Bien-être animal
Direction de l'Aménagement Foncier Rural

Avenue Prince de Liège, 7
5100 Jambes

En cas de difficulté technique, contactez la personne suivante :

Madame Nathalie SONDAG

Tél. : 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

<https://agriculture.wallonie.be/observatoire-du-foncier-agricole>

**Notification à l'Observatoire du foncier
agricole des opérations portant sur les
biens immobiliers agricoles en Wallonie****Objet**

Tout officier instrumentant qui réalise une opération concernant un bien immobilier agricole en Wallonie doit notifier cette opération à l'Observatoire du foncier agricole.

Public

Notaires dont la résidence n'est pas située en Belgique et Comités d'acquisition.

Conditions

Concerne les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés en zone agricole au plan de secteur et les biens immobiliers bâtis ou non bâtis déclarés dans le SIGeC (Système intégré de gestion et de contrôle).

Réglementation

Code wallon de l'Agriculture, articles D.54, alinéa 1^{er} et D. 357, §§ 1^{er} et 3.

Arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture.

La communication des données est obligatoire en application de ces réglementations.

Finalités

Dans le but de servir la politique foncière agricole, il est créé, au sein de l'Administration, un observatoire du foncier agricole, qui a pour mission de répertorier et d'analyser les opérations portant sur des biens immobiliers agricoles sur l'entièreté du territoire régional. L'observatoire établit chaque année un rapport sur la situation foncière.

1. Coordonnées de l'officier instrumentant**1.1. Identification**

Un notaire dont la résidence n'est pas située en Belgique

M. Nom Prénom
 Mme

Un comité d'acquisition

- Comité d'acquisition wallon
 Comité d'acquisition bruxellois
 Comité d'acquisition flamand
 Comité d'acquisition fédéral

Numéro d'unité d'établissement / Numéro d'entreprise

Dénomination

Veillez fournir au moins un numéro de téléphone.

Téléphone Téléphone Téléphone

Courriel

1.2. Adresse du siège social de votre établissement

Rue Numéro Boîte

Code postal Localité Pays

1.3. Personne de contact

Veillez renseigner une personne de contact pour le suivi du dossier.

M. Nom Prénom
 Mme

Veillez fournir au moins un numéro de téléphone.

Téléphone Téléphone Téléphone

Courriel

2. Informations sur l'opération immobilière

Vous devez effectuer une notification par type d'opération immobilière réalisée.

L'opération à notifier concerne

- Une vente
 Une acquisition
 Un échange
 Une donation
 Un apport à une personne morale

En cas de vente

Date de l'opération

Prix de vente global de l'opération

 €

Superficie globale de l'opération

 m²**En cas d'acquisition**

Date de l'opération

Prix d'achat global de l'opération (hors indemnités)

 €

Superficie globale de l'opération

 m²**En cas d'échange**

Date de l'opération

N° du lot	Valeur du lot (€)	Superficie du lot (m ²)	Donneur	Preneur
Lot 1				
Lot 2				

En cas de donation

Date de l'opération

Valeur globale de l'opération

 €

Superficie globale de l'opération

 m²**En cas d'apport à une personne morale**

Date de l'opération

Valeur globale de l'opération

 €

Superficie globale de l'opération

 m²

3. Identification des parcelles cadastrales

L'opération immobilière concerne-t-elle plus de 30 parcelles cadastrales ?

- Oui [→ dans ce cas, joindre une liste des parcelles en annexe]
 Non

3.1. Situation

Rue / Lieu-dit Numéro Boîte

Code postal Localité

3.1.1 / 3.1.2 / 3.1.3 ... Parcelle(s)

Référence de la parcelle :

INS (Commune)

Commune

INS (Division)

Division

Section Radical Exposant Puissance Bis Partition

Numéro de parcelle (CAPAKEY)

Superficie de la parcelle suivant cadastre
 m²

Nature de la parcelle suivant cadastre
 m²

Existe-t-il un bail ?

- Oui
Nature du bail
 Non

La parcelle est-elle précadastrée ?

- Oui
Numéro d'identification du plan dans la base de données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale

Numéro de parcelle précadastrée

 Non

Identification du lot pour cette parcelle (en cas d'échange)

Sélectionnez le lot pour cette parcelle

4. Identité des parties**En cas de vente**

Le vendeur est

-
- Une personne physique

Année de naissance

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

-
- à titre principal
-
-
- à titre complémentaire

-
- Une personne morale

Numéro d'entreprise

En cas d'acquisition

Le cessionnaire est

-
- Une personne physique

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

-
- A titre principal
-
-
- A titre complémentaire

-
- Une personne morale

Numéro d'entreprise

En cas d'échangeLa 1^{ère} partie est

-
- Une personne physique

Année de naissance

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

-
- A titre principal
-
-
- A titre complémentaire

-
- Une personne morale

Numéro d'entreprise

Existe-t-il un repreneur pour l'exploitation agricole ?

-
- Oui
-
-
- Non
-
-
- Ne sait pas

En cas de donation

Le donateur est

-
- Une personne physique

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

-
- A titre principal
-
-
- A titre complémentaire

-
- Une personne morale

Numéro d'entreprise

En cas d'apport à une personne morale

L'apporteur est

- Une personne physique
Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est
 - A titre principal
 - A titre complémentaire
- Une personne morale
Numéro d'entreprise

5. Identité des parties**En cas de vente**

L'acquéreur est

- Une personne physique
Année de naissance

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est
 - A titre principal
 - A titre complémentaire
- Une personne morale
Numéro d'entreprise

Existe-t-il un repreneur pour l'exploitation agricole ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

En cas d'acquisition

L'acquéreur est

- Une personne morale
Numéro d'entreprise

En cas d'échangeLa 2^{ème} partie est

- Une personne physique
Année de naissance

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est
 - A titre principal
 - A titre complémentaire
- Une personne morale
Numéro d'entreprise

Existe-t-il un repreneur pour l'exploitation agricole ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

En cas de donation

Le donataire est

-
- Une personne physique

Année de naissance

Si c'est un(e) agriculteur(trice), il/elle l'est

-
- A titre principal

-
- A titre complémentaire

-
- Une personne morale

Numéro d'entreprise

Existe-t-il un repreneur pour l'exploitation agricole ?

-
- Oui
-
-
- Non
-
-
- Ne sait pas

En cas d'apport à une personne morale

L'acquéreur est

-
- Une personne morale

Numéro d'entreprise

6. Commentaires éventuels**7. Déclaration sur l'honneur**

-
- M.

Nom

Prénom

-
- Mme

légalement autorisé(e) à engager l'officier instrumentant

déclare sur l'honneur que les renseignements mentionnés dans le présent formulaire et ses annexes sont exacts et complets.

8. Protection de la vie privée et voies de recours**8.1. Protection de la vie privée**

Comme le veut le Règlement général sur la protection des données (RGPD), nous vous signalons que :

- le SPW dispose, au sein du Service de Protection des Données, d'un délégué à la protection des données. Il peut être contacté par courrier (1, Place de la Wallonie à 5100 Jambes) ou par courrier électronique (dpo@spw.wallonie.be).
- l'observatoire du foncier agricole récolte et traite les données à caractère personnel nécessaires à la poursuite de ses missions ; il est responsable du traitement de ces données à caractère personnel.
- les données à caractère personnel traitées par l'observatoire du foncier agricole sont conservées pour une durée maximale de trente ans.
- ces données seront transmises exclusivement au service du Gouvernement wallon en charge de la démarche qui est identifié dans le formulaire, à savoir le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement – Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal – Direction de l'Aménagement Foncier Rural ;
- vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données concernant le traitement de ces données (via <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>) ;
- vous pouvez avoir accès aux données à caractère personnel vous concernant qui sont éventuellement détenues par le Service Public de Wallonie en introduisant une demande via le formulaire « Demande de droit d'accès à mes données personnelles » ;
- vous pouvez exercer le droit à la rectification de vos données en vous adressant aux administrations du Service Public de Wallonie avec lesquelles vous êtes en contact ;
- les droits à l'effacement des données, à la limitation du traitement et à l'opposition au traitement ne peuvent s'exercer que dans certains cas spécifiques et limités vis-à-vis des autorités publiques. L'administration du Service Public de Wallonie avec laquelle vous êtes en contact vous précisera si l'exercice de tels droits est possible pour le traitement concerné.

8.2. Voies de recours

Que faire si, au terme de la procédure, vous n'êtes pas satisfait de la décision rendue ?

1. Introduire un recours interne à l'administration.

Adressez-vous à l'administration concernée pour lui exposer les motifs de votre insatisfaction ou exercez le recours administratif spécifique si celui-ci est prévu dans la procédure.

2. Adresser une réclamation auprès du Médiateur.

Si au terme de vos démarches préalables au sein de l'administration vous demeurez insatisfait de la décision, il vous est possible d'adresser une réclamation auprès du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Rue Lucien Namèche, 54 à 5000 Namur

Tél. gratuit 0800 19 199

<http://www.le-mediateur.be>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 septembre 2021 établissant le formulaire de notification des informations à l'observatoire du foncier agricole.

Namur, le 22 septembre 2021.

Le Ministre de l'Agriculture,

W. BORSUS

Annexe 2



Notification à l'Observatoire du foncier agricole

Votre formulaire est soumis électroniquement et sera traité par l'administration renseignée ci-contre. Cette administration est responsable du traitement des données à caractère personnel.



Service public de Wallonie
Agriculture, Ressources Naturelles et
Environnement
Département du Développement, de la Ruralité,
des Cours d'eau et du Bien-être animal
Direction de l'Aménagement Foncier Rural

Avenue Prince de Liège, 7
5100 Jambes

En cas de difficulté technique, contactez la personne suivante :

Madame Nathalie SONDAG

Tél. : 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

<https://agriculture.wallonie.be/bail-a-ferme>

Notification à l'Observatoire du foncier agricole des baux à ferme en Wallonie

Objet

Le bail à ferme est un contrat de location d'un ou plusieurs biens immobiliers qui sont affectés principalement à l'exploitation agricole.

Le bail à ferme constitue le cadre principal des relations contractuelles entre les propriétaires fonciers (bailleurs) et les agriculteurs exploitants (preneurs).

Les officiers instrumentant (notaires, comités d'acquisitions) ou bailleurs doivent notifier à l'observatoire du foncier agricole, via ce formulaire électronique, les opérations portant sur une terre ou un bâtiment agricole dont ils ont connaissance ou auxquelles ils prennent part.

Public

Notaires dont la résidence n'est pas située en Belgique, comités d'acquisition et bailleurs.

Conditions

Tous les baux à ferme conclus à partir du 01/01/2020 doivent être notifiés de manière électronique à l'Observatoire du foncier agricole.

Réglementation

Code civil, Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 3 (« des règles particulières aux baux à ferme »), articles 3, § 1er, et 45, 6.

Code wallon de l'Agriculture, articles D.54 et D. 357, §§ 1er et 3.

Arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture.

La communication des données est obligatoire en application de ces réglementations.

L'article D.398, § 1er, 7° du Code wallon de l'Agriculture mentionne : « *Commet une infraction de quatrième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre Ier du Code de l'Environnement, celui qui : [...] n'étant pas officier instrumentant, néglige de transmettre les données portées dans un acte sous seing privé ou dans tout acte en tenant lieu, ou l'état des lieux ou tout acte en tenant lieu conformément aux articles D.54, alinéa 2 et 3, et D.357, § 3, et des arrêtés d'exécution de ces articles* ». Une telle infraction est, conformément au Livre Ier du Code de l'Environnement, punie d'une amende d'au moins 1 euro et au maximum 1.000 euros.

Finalités

Dans le but de servir la politique foncière agricole, il est créé, au sein de l'Administration, un observatoire du foncier agricole, qui a pour mission de répertorier et d'analyser les opérations en ce compris les baux à ferme portant sur des biens immobiliers agricoles sur l'entière du territoire régional. L'observatoire établit chaque année un rapport sur la situation foncière.

1. Question préalable

Vous êtes :

- un notaire dont la résidence n'est pas située en Belgique
- M. Nom Prénom
- Mme
- le bailleur
- un comité d'acquisition
- Comité d'acquisition wallon
- Comité d'acquisition bruxellois
- Comité d'acquisition flamand
- Comité d'acquisition fédéral

2. Coordonnées du comité d'acquisition

Numéro d'unité d'établissement / Numéro d'entreprise

Dénomination

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Veuillez renseigner une personne de contact pour le suivi du dossier.

- M. Nom Prénom
- Mme

Veuillez fournir au moins un numéro de téléphone.

Téléphone

Téléphone

Téléphone

Courriel

3. Coordonnées du notaire

Numéro d'unité d'établissement / Numéro d'entreprise

Dénomination

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Pays

Veuillez renseigner une personne de contact pour le suivi du dossier.

- M. Nom Prénom
- Mme

Veillez fournir au moins un numéro de téléphone.

Téléphone Téléphone Téléphone

Courriel

4. Coordonnées du bailleur

4.1. Identification

Le bailleur est :

- Un particulier

Le bailleur a-t-il un numéro d'identification dans le registre national ou dans le registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale ?

- Oui

Numéro de registre national / registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale

- Non

M. Nom Prénom
 Mme

Date de naissance Lieu de naissance (Pays si hors Belgique)

Etat civil

- Une personne physique (indépendant)

Le bailleur a-t-il un numéro d'identification dans le registre national ou dans le registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale ?

- Oui

Numéro de registre national / registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale

- Non

M. Nom Prénom
 Mme

Date de naissance Lieu de naissance (Pays si hors Belgique)

Etat civil

Le bailleur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

- Oui

Numéro d'entreprise

- Non

Le bailleur a-t-il un numéro de producteur ?

- Oui

Numéro producteur

- Non

- Une personne morale

Dénomination

Type de société

Le bailleur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

- Oui

Numéro d'entreprise

- Non

Le bailleur a-t-il un numéro de producteur ?

- Oui

Numéro producteur

- Non

4.2. Adresse

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Pays

4.3. Personne légalement autorisée à engager l'entreprise

- M.

Nom

Prénom

- Mme

Veillez fournir au moins un numéro de téléphone

Téléphone

Téléphone

Téléphone

Courriel

4.4. Autres bailleurs

Y a-t-il d'autres bailleurs ?

- Oui
 Non

4.4.1 / 4.4.2 / 4.4.3 ... Bailleur n°2 / 3 / 4 ...

4.4.1.1. ... Identification

Le bailleur est :

- Un particulier

Le bailleur a-t-il un numéro d'identification dans le registre national ou dans le registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale ?

- Oui

Numéro de registre national / registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale

Non

M. Nom Prénom

Mme

Date de naissance Lieu de naissance (Pays si hors Belgique)

Etat civil

Une personne physique (indépendant)

Le bailleur a-t-il un numéro d'identification dans le registre national
ou dans le registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale ?

Oui

Numéro de registre national / registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale

Non

M. Nom Prénom

Mme

Date de naissance Lieu de naissance (Pays si hors Belgique)

Etat civil

Le bailleur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

Oui

Numéro d'entreprise

Non

Le bailleur a-t-il un numéro de producteur ?

Oui

Numéro producteur

Non

Une personne morale

Dénomination

Type de société

Le bailleur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

Oui

Numéro d'entreprise

Non

Le bailleur a-t-il un numéro de producteur ?

Oui

Numéro producteur

Non

4.4.1.2. ... Adresse

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Pays

4.4.1.3. ... Personne légalement autorisée à engager l'entreprise

M.

Nom

Prénom

Mme

Veillez fournir au moins un numéro de téléphone

Téléphone

Téléphone

Téléphone

Courriel

5. Coordonnées du preneur

5.1. Identification

Le preneur est :

Une personne physique (indépendant)

Le preneur a-t-il un numéro d'identification dans le registre national ou dans le registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale ?

Oui

Numéro de registre national / registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale

Non

M.

Nom

Prénom

Mme

Date de naissance

Lieu de naissance (Pays si hors Belgique)

Etat civil

Le preneur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

Oui

Numéro d'entreprise

Non

Le preneur a-t-il un numéro de producteur ?

Oui

Numéro producteur

Non

Une personne morale

Dénomination

Type de société

Le preneur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

Oui

Numéro d'entreprise

Non

Le preneur a-t-il un numéro de producteur ?

Oui

Numéro producteur

Non

5.2. Adresse

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Pays

5.3. Personne légalement autorisée à engager l'entreprise

M.

Nom

Prénom

Mme

Veillez fournir au moins un numéro de téléphone

Téléphone

Téléphone

Téléphone

Courriel

5.4. Autres preneurs

Y a-t-il d'autres preneurs ?

Oui

Non

5.4.1 / 5.4.2 / 5.4.3 ... Preneur n°2 / 3 / 4 ...

5.4.1.1. ... Identification

Le preneur est :

- Une personne physique (indépendant)

Le preneur a-t-il un numéro d'identification dans le registre national ou dans le registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale ?

- Oui

Numéro de registre national / registre bis de la Banque Carrefour de la sécurité sociale

- Non

- M.

Nom

Prénom

- Mme

Date de naissance

Lieu de naissance (Pays si hors Belgique)

Etat civil

Le preneur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

- Oui

Numéro d'entreprise

- Non

Le preneur a-t-il un numéro de producteur ?

- Oui

Numéro producteur

- Non

- Une personne morale

Dénomination

Type de société

Le preneur a-t-il un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ?

- Oui

Numéro d'entreprise

- Non

Le preneur a-t-il un numéro de producteur ?

- Oui

Numéro producteur

- Non

5.4.1.2. ... Adresse

Rue Numéro Boîte

Code postal Localité

Pays

5.5.1.3. ... Personne légalement autorisée à engager l'entreprise

M. Nom Prénom
 Mme

Veillez fournir au moins un numéro de téléphone

Téléphone Téléphone Téléphone

Courriel

6. Détail du bail

Type de bail

Date de prise de cours du bail ou de la cession

Durée du bail ou de la 1^{ère} période (années)

7. Identification des parcelles cadastrales

Le bail concerne-t-il plus de 30 parcelles cadastrales ?

- Oui [→ dans ce cas, joindre une liste des parcelles en annexe]
 Non

7.1 Situation

Rue / Lieu-dit Numéro Boîte

Code postal Localité

7.1.1 / 7.1.2 / 7.1.3 ... Parcelle(s)

Référence de la parcelle :

INS (Commune)

Commune

INS (Division)

Division

Section

Radical

Exposant

Puissance

Bis

Partition

Numéro de parcelle (CAPAKEY)

Région agricole

Le bail concerne la parcelle entière ?

- Oui
 Non

Nature de la parcelle suivant cadastre

 m²

Superficie de la parcelle suivant cadastre

 m²

Superficie louée

 m²

Revenu cadastral non indexé

8. Commentaires éventuels

9. Déclaration sur l'honneur

Pour les officiers instrumentant

M. Nom Prénom

Mme
légalement autorisé(e) à engager l'officier instrumentant

déclare sur l'honneur que les renseignements mentionnés dans le présent formulaire et ses annexes sont exacts et complets.

Pour le bailleur

M. Nom Prénom

Mme

déclare sur l'honneur que les renseignements mentionnés dans le présent formulaire et ses annexes sont exacts et complets.

10. Protection de la vie privée et voies de recours

10.1. Protection de la vie privée

Comme le veut le Règlement général sur la protection des données (RGPD), nous vous signalons que :

- le SPW dispose, au sein du Service de Protection des Données, d'un délégué à la protection des données. Il peut être contacté par courrier (1, Place de la Wallonie à 5100 Jambes) ou par courrier électronique (dpo@spw.wallonie.be).

- l'observatoire du foncier agricole récolte et traite les données à caractère personnel nécessaires à la poursuite de ses missions ; il est responsable du traitement de ces données à caractère personnel.
- les données à caractère personnel traitées par l'observatoire du foncier agricole relatives à la notification d'un bail ou d'un état des lieux sont conservées pour une durée maximale de dix ans à partir de l'expiration du bail.
- ces données seront transmises exclusivement au service du Gouvernement wallon en charge de la démarche qui est identifié dans le formulaire, à savoir le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement – Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal – Direction de l'Aménagement Foncier Rural ;
- vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données concernant le traitement de ces données (via <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>) ;
- vous pouvez avoir accès aux données à caractère personnel vous concernant qui sont éventuellement détenues par le Service Public de Wallonie en introduisant une demande via le formulaire « Demande de droit d'accès à mes données personnelles » ;
- vous pouvez exercer le droit à la rectification de vos données en vous adressant aux administrations du Service Public de Wallonie avec lesquelles vous êtes en contact ;
- les droits à l'effacement des données, à la limitation du traitement et à l'opposition au traitement ne peuvent s'exercer que dans certains cas spécifiques et limités vis-à-vis des autorités publiques. L'administration du Service Public de Wallonie avec laquelle vous êtes en contact vous précisera si l'exercice de tels droits est possible pour le traitement concerné.

10.2. Voies de recours

Que faire si, au terme de la procédure, vous n'êtes pas satisfait de la décision rendue ?

1. **Introduire un recours interne à l'administration.**

Adressez-vous à l'administration concernée pour lui exposer les motifs de votre insatisfaction ou exercez le recours administratif spécifique si celui-ci est prévu dans la procédure.

2. **Adresser une réclamation auprès du Médiateur.**

Si au terme de vos démarches préalables au sein de l'administration vous demeurez insatisfait de la décision, il vous est possible d'adresser une réclamation auprès du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Rue Lucien Namèche, 54 à 5000 Namur

Tél. gratuit 0800 19 199

<http://www.le-mediateur.be>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 septembre 2021 établissant le formulaire de notification des informations à l'observatoire du foncier agricole.

Namur, le 22 septembre 2021.

Le Ministre de l'Agriculture,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2021/22360]

22. SEPTEMBER 2021 — Ministerieller Erlass zur Festlegung des Formulars für die Notifizierung von Informationen an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.54 und D.357, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018 und durch das Dekret vom 2. Mai 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden gemäß Artikel D.54 und D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel 4 § 2 Absatz 1, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019 und 27. Mai 2021;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 9. Dezember 2019 zur Festlegung des Formulars für die Notifizierung von Informationen an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden;

Aufgrund der am 2. Oktober 2020 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 95/2020;

Aufgrund des Berichts vom 19. Juli 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 26. Juli 2021 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung binnen einer Frist von dreißig Tagen, die von Rechts wegen um fünfzehn Tage verlängert wurde, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

Artikel 1 - Das in Artikel 4 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden gemäß Artikel D.54 und D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnte Formular für die Notifizierung von Informationen bildet:

1° den Anhang 1 für die Notifizierung des Verkaufs, des Erwerbs, des Austauschs, der Schenkung zu Volleigentum und der Einbringung in eine juristische Person;

2° den Anhang 2 für die Notifizierung der Pachtverträge und der einem Pachtvertrag im Anhang beizufügenden Ortsbefunde.

Art. 2 - Der Ministerielle Erlass vom 9. Dezember 2019 zur Festlegung des Formulars für die Notifizierung von Informationen an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden wird aufgehoben.

Namur, den 22. September 2021

W. BORSUS



Anhang 1

**Notifizierung an die Beobachtungsstelle
für landwirtschaftliche Böden**

Ihr Formular wird elektronisch übermittelt und von der nebenstehend angegebenen Behörde bearbeitet. Diese Behörde ist für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten verantwortlich.

**Öffentlicher Dienst der Wallonie**

Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt
Abteilung Entwicklung, ländliche
Angelegenheiten, Wasserläufe und
Tierschutz

Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung

Avenue Prince de Liège, 7
5100 Jambes

Bei technischen Schwierigkeiten wenden Sie sich bitte an die folgende Person:

Frau Nathalie SONDAG

Tel. : 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

<https://agriculture.wallonie.be/observatoire-du-foncier-agricole>

**Notifizierung der Geschäfte betreffend landwirtschaftliche Immobilien
in der Wallonie an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche
Böden****Gegenstand**

Jeder beurkundende Beamte, der ein Geschäft in Bezug auf eine landwirtschaftliche Immobilie in der Wallonie tätigt, muss dieses Geschäft der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden notifizieren.

Zielpublikum

Notare, deren Amtssitz sich nicht in Belgien befindet, und Erwerbsausschüsse.

Bedingungen

Betroffen sind die bebauten oder unbebauten Immobilien, die sich in einem Agrargebiet nach dem Sektorenplan befinden, oder die im InVeKos (integriertes Verwaltungs- und Kontrollsystem) angegebenen bebauten oder nicht bebauten Immobilien.

Einschlägige Rechtsvorschriften

Wallonisches Gesetzbuch über die Landwirtschaft, Artikel D.54 Absatz 1 und D.357 §§ 1 und 3.

Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden gemäß Artikel D.54 und D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

Die Mitteilung der Daten ist in Anwendung dieser Rechtsvorschriften verbindlich.

Zielsetzungen

Um der landwirtschaftlichen Bodenpolitik zu dienen, wird innerhalb der Verwaltung eine Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden eingerichtet, deren Aufgabe es ist, die Geschäfte betreffend landwirtschaftliche Immobilien auf dem gesamten regionalen Gebiet zu registrieren und zu analysieren. Die Beobachtungsstelle erstellt jedes Jahr einen Bericht über die finanzielle Lage.

1. Angaben zum beurkundenden Beamten**1.1. Identifizierung**

Notar(in), dessen/deren Amtssitz sich nicht in Belgien befindet

Herr Name

Vorname

Frau

Erwerbssausschuss

Wallonischer Erwerbssausschuss

Erwerbssausschuss der Region Brüssel-Hauptstadt

Flämischer Erwerbssausschuss

Föderaler Erwerbssausschuss

Nummer der Niederlassungseinheit / Unternehmensnummer

Bezeichnung

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben.

Telefon

Telefon

Telefon

E-Mail

1.2. Anschrift des Gesellschaftssitzes Ihres Betriebs

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

Land

1.3. Kontaktperson

Geben Sie bitte eine Kontaktperson an, die für die Bearbeitung dieser Akte verantwortlich ist.

Herr Name

Vorname

Frau

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben.

Telefon

Telefon

Telefon

E-Mail

2. Auskünfte über das Immobiliengeschäft

Pro Art von getätigten Immobiliengeschäften ist eine Notifizierung vorzunehmen.

Das Geschäft, das Gegenstand der Notifizierung ist, betrifft:

einen Verkauf

einen Erwerb

einen Austausch

eine Schenkung

eine Einbringung in eine juristische Person

Im Falle eines Verkaufs

Datum des Geschäfts

Gesamtverkaufspreis

 €

Betroffene Gesamtfläche

 m²**Im Falle eines Erwerbs**

Datum des Geschäfts

Gesamtkaufpreis (ohne Entschädigungen)

 €

Betroffene Gesamtfläche

 m²**Im Falle eines Austauschs**

Datum des Geschäfts

Nr. des Loses	Wert des Loses (€)	Fläche des Loses (m ²)	Geber	Nehmer
Los 1				
Los 2				

Im Falle einer Schenkung

Datum des Geschäfts

Gesamtwert des Geschäfts

 €

Betroffene Gesamtfläche

 m²**Im Falle einer Einbringung in eine juristische Person**

Datum des Geschäfts

Gesamtwert des Geschäfts

 €

Betroffene Gesamtfläche

 m²

3. Identifizierung der Katasterparzellen

Betrifft das Immobiliengeschäft mehr als 30 Katasterparzellen?

- Ja [→ In diesem Fall eine Liste der Parzellen als Anhang beifügen]
 Nein

3.1. Lage

Straße / Flurname Nummer Postfach

Postleitzahl Ortschaft

3.1.1 / 3.1.2 / 3.1.3 ... Parzelle(n)

Referenz der Parzelle:

LAS-Code (Gemeinde)

Gemeinde

LAS-Code (Gemarkung)

Gemarkung

Flur Wurzel Exponent Potenz Bis-Nr. Aufteilung

Parzellennummer (CAPAKEY)

Fläche der Parzelle laut Kataster

 m²

Art der Parzelle laut Kataster

 m²

Gibt es einen Pachtvertrag?

- Ja
Art des Pachtvertrags
- Nein

Ist die Parzelle vorkatastriert?

- Ja
Identifizierungsnummer des Plans in der Datenbank der Generalverwaltung der Vermögensdokumentation
Vorkatastrierte Parzellennummer
- Nein

Identifizierung des Loses für diese Parzelle (im Falle eines Austausches)

Das Los für diese Parzelle auswählen

4. Identität der Parteien**Im Falle eines Verkaufs**

Der Verkäufer ist

-
- eine natürliche Person

Geburtsjahr

Handelt es sich um einen Landwirt / eine Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

-
- hauptberuflich aktiv
-
-
- nebenberuflich aktiv

-
- eine juristische Person

Unternehmensnummer

Im Falle eines Erwerbs

Der Zessionar ist

-
- eine natürliche Person

Handelt es sich um einen Landwirt / eine Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

-
- hauptberuflich aktiv
-
-
- nebenberuflich aktiv

-
- eine juristische Person

Unternehmensnummer

Im Falle eines Austauschs

Die 1. Partei ist

-
- eine natürliche Person

Geburtsjahr

Handelt es sich um einen Landwirt / eine Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

-
- hauptberuflich aktiv
-
-
- nebenberuflich aktiv

-
- eine juristische Person

Unternehmensnummer

Gibt es einen Übernehmer für den landwirtschaftlichen Betrieb?

-
- Ja
-
-
- Nein
-
-
- Nicht bekannt

Im Falle einer Schenkung

Der Schenker ist

-
- eine natürliche Person

Handelt es sich um einen Landwirt / eine Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

-
- hauptberuflich aktiv
-
-
- nebenberuflich aktiv

-
- eine juristische Person

Unternehmensnummer

Im Falle einer Einbringung in eine juristische Person

Der Einbringer ist

- eine natürliche Person
Handelt es sich um einen Landwirt / eine Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft
 - hauptberuflich aktiv
 - nebenberuflich aktiv
- eine juristische Person
Unternehmensnummer

5. Identität der Parteien**Im Falle eines Verkaufs**

Der Käufer ist

- eine natürliche Person
Geburtsjahr

Handelt es sich um einen Landwirt / eine Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft
 - hauptberuflich aktiv
 - nebenberuflich aktiv
- eine juristische Person
Unternehmensnummer

Gibt es einen Übernehmer für den landwirtschaftlichen Betrieb?

- Ja
- Nein
- Nicht bekannt

Im Falle eines Erwerbs

Der Erwerber ist

- eine juristische Person
Unternehmensnummer

Im Falle eines Austauschs

Die 2. Partei ist

- eine natürliche Person
Geburtsjahr

Handelt es sich um einen Landwirt / eine Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft
 - hauptberuflich aktiv
 - nebenberuflich aktiv
- eine juristische Person
Unternehmensnummer

Gibt es einen Übernehmer für den landwirtschaftlichen Betrieb?

- Ja
- Nein
- Nicht bekannt

Im Falle einer Schenkung

Der Beschenkte ist

-
- eine natürliche Person

Geburtsjahr

Handelt es sich um einen Landwirt / eine Landwirtin, so ist er / sie in dieser Eigenschaft

-
- hauptberuflich aktiv
-
-
- nebenberuflich aktiv

-
- eine juristische Person

Unternehmensnummer

Gibt es einen Übernehmer für den landwirtschaftlichen Betrieb?

-
- Ja
-
-
- Nein
-
-
- Nicht bekannt

Im Falle einer Einbringung in eine juristische Person

Der Erwerber ist

-
- eine juristische Person

Unternehmensnummer

6. Eventuelle Kommentare**7. Ehrenwörtliche Erklärung**

-
- Herr Name
-
- Vorname
-
-
-
- Frau
-

gesetzlich befugt, für den beurkundenden Beamten Verpflichtungen einzugehen

erklärt auf Ehrenwort, dass die in diesem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Angaben korrekt und vollständig sind.**8. Schutz des Privatlebens und Beschwerdemittel****8.1 Schutz des Privatlebens**

Wie in der Datenschutz-Grundverordnung (DSGVO) vorgesehen, informieren wir Sie darüber, dass:

- der ÖDW über einen Datenschutzbeauftragten innerhalb der Dienststelle für Datenschutz verfügt. Dieser kann per Post (1, Place de la Wallonie in 5100 Jambes) oder per E-Mail (dpo@spw.wallonie.be) kontaktiert werden;
- die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden die personenbezogenen Daten sammelt und verarbeitet, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben notwendig sind. Sie ist für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten verantwortlich;
- die von der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden verarbeiteten personenbezogenen Daten während höchstens dreißig Jahren aufbewahrt werden;
- diese Daten ausschließlich an die Dienststelle der wallonischen Regierung übermittelt werden, die für das im Formular angegebene Verfahren zuständig ist, und zwar an den Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz - Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung;
- Sie das Recht haben, eine Beschwerde bei der Datenschutzbehörde im Zusammenhang mit der Verarbeitung dieser Daten einzureichen (über <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>);
- Sie auf die personenbezogenen Daten, die Sie betreffen und sich eventuell im Besitz des wallonischen öffentlichen Dienstes befinden, zugreifen können, indem Sie einen Antrag über das Formular "Antrag auf das Recht auf Zugang zu meinen personenbezogenen Daten" stellen;
- Sie Ihr Recht auf Berichtigung Ihrer Daten ausüben können, indem Sie sich an die Verwaltungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wenden, mit denen Sie in Kontakt stehen;
- die Rechte auf Löschung, Einschränkung der Verarbeitung und Widerspruch gegen die Verarbeitung nur in bestimmten besonderen und begrenzten Fällen gegenüber den öffentlichen Behörden ausgeübt werden können. Die Verwaltung des Öffentlichen

Dienstes der Wallonie, mit der Sie in Kontakt stehen, wird Sie darüber informieren, ob die Ausübung dieser Rechte für die betreffende Verarbeitung möglich ist.

8.2 - Beschwerdemittel

Was können Sie tun, wenn Sie nach Ablauf des Verfahrens mit dem gefassten Beschluss nicht zufrieden sind?

1. Eine interne Beschwerde bei der Verwaltung einreichen.

Wenden Sie sich an die betreffende Behörde, um ihr die Gründe Ihrer Unzufriedenheit zu erläutern, oder reichen Sie die spezifische administrative Beschwerde ein, wenn diese laut dem Verfahren möglich ist.

2. Eine Beschwerde an den Ombudsmann der Wallonischen Region richten.

Falls Sie weiterhin mit der Entscheidung unzufrieden sind, auch nachdem Sie Schritte bei der Verwaltung unternommen haben, haben Sie noch die Möglichkeit, eine Beschwerde an den Ombudsmann der Wallonischen Region und der Föderation Wallonie-Brüssel zu richten.



Rue Lucien Namèche, 54 - 5000 Namur

Gebührenfreie Rufnummer:

<http://www.le-mediateur.be>

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 22. September 2021 zur Festlegung des Formulars für die Notifizierung von Informationen an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 22. September 2021

Der Minister für Landwirtschaft,

W. BORSUS

Anhang 2



Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Ihr Formular wird elektronisch übermittelt und von der nebenstehend angegebenen Behörde bearbeitet. Diese Behörde ist für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten verantwortlich.



Öffentlicher Dienst der Wallonie

Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt
Abteilung Entwicklung, ländliche
Angelegenheiten, Wasserläufe und
Tierschutz
Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung

Avenue Prince de Liège, 7
5100 Jambes

Bei technischen Schwierigkeiten wenden Sie sich bitte an die folgende Person:

Frau Nathalie SONDAG
Tel. : 081 33 64 72
observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be
<https://agriculture.wallonie.be/bail-a-ferme>

Notifizierung der Landpachtverträge in der Wallonie an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden

Gegenstand

Ein Landpachtvertrag ist ein Pachtvertrag, der eine oder mehrere Immobilien betrifft, die hauptsächlich der landwirtschaftlichen Bewirtschaftung gewidmet sind.

Der Landpachtvertrag gilt also als Hauptrahmen der vertraglichen Beziehungen zwischen den Landbesitzern (Verpächtern) und den Landwirten (Pächtern).

Die beurkundenden Beamten (Notare, Erwerbsausschüsse) oder die Verpächter müssen anhand dieses elektronischen Formulars der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden die Geschäfte bezüglich eines Grundstücks oder eines landwirtschaftlichen Gebäudes notifizieren, von denen sie Kenntnis haben oder an denen sie beteiligt sind.

Zielpublikum

Notare, deren Amtssitz sich nicht in Belgien befindet, Erwerbsausschüsse und Verpächter.

Bedingungen

Alle ab dem 1. Januar 2020 abgeschlossenen Landpachtverträge müssen der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden elektronisch notifiziert werden.

Einschlägige Rechtsvorschriften

Zivilgesetzbuch, Buch III, Titel VIII, Kapitel II, Abschnitt 3 ("Besondere Regeln über die Landpachtverträge"), Artikel 3 § 1 und 45 Ziffer 6.

Wallonisches Gesetzbuch über die Landwirtschaft, Artikel D.54 und D.357 §§ 1 und 3.

Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden gemäß Artikel D.54 und D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

Die Mitteilung der Daten ist in Anwendung dieser Rechtsvorschriften verbindlich.

In Artikel D.398 § 1 Ziffer 7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft heißt es: "*Einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige: [...] der als nicht beurkundender Beamter unterlässt, gemäß den Artikeln D.54 Absatz 2 und 3 und D.357 § 3 und den Ausführungserlassen dieser Artikel die in eine privatschriftliche Urkunde oder in jede sie ersetzende Urkunde eingetragenen Angaben oder den Ortsbefund oder jede ihn ersetzende Urkunde zu übermitteln.*". Ein solcher Verstoß wird nach Buch I des Gesetzbuches über die Landwirtschaft mit einer Geldbuße von mindestens 1 Euro und höchstens 1.000 Euro belegt.

Zielsetzungen

Um der landwirtschaftlichen Bodenpolitik zu dienen, wird innerhalb der Verwaltung eine Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden eingerichtet, deren Aufgabe es ist, die Geschäfte betreffend landwirtschaftliche Immobilien, darunter auch die Landpachtverträge, auf dem gesamten regionalen Gebiet zu registrieren und zu analysieren. Die Beobachtungsstelle erstellt jedes Jahr einen Bericht über die finanzielle Lage.

1. Vorfrage

Sie sind:

-
- ein Notar/eine Notarin, dessen/deren Amtssitz sich nicht in Belgien befindet

 Herr Name

Vorname

 Frau

-
- der Verpächter

-
- ein Erwerbssausschuss

 wallonischer Erwerbssausschuss Erwerbssausschuss der Region Brüssel-Hauptstadt flämischer Erwerbssausschuss föderaler Erwerbssausschuss**2. Kontaktdaten des Erwerbssausschusses**

Nummer der Niederlassungseinheit / Unternehmensnummer

Bezeichnung

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

Geben Sie bitte eine Kontaktperson an, die für die Bearbeitung dieser Akte verantwortlich ist.

 Herr Name

Vorname

 Frau

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben.

Telefon

Telefon

Telefon

E-Mail

3. Kontaktdaten des Notars/der Notarin

Nummer der Niederlassungseinheit / Unternehmensnummer

Bezeichnung

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

Land

Geben Sie bitte eine Kontaktperson an, die für die Bearbeitung dieser Akte verantwortlich ist.

- Herr Name Vorname
- Frau

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben.

Telefon Telefon Telefon

E-Mail

4. Kontaktdaten des Verpächters

4.1. Identifizierung

Der Verpächter ist:

- eine Privatperson

Hat der Verpächter eine Identifizierungsnummer im Nationalregister oder im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit?

- Ja
Nationalregisternummer/Nummer im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit
- Nein

Herr Name Vorname

Frau

Geburtsdatum Geburtsort (Land, falls außerhalb von Belgien)

Personenstand

- eine natürliche Person (Selbständiger)

Hat der Verpächter eine Identifizierungsnummer im Nationalregister oder im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit?

- Ja
Nationalregisternummer/Nummer im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit
- Nein

Herr Name Vorname

Frau

Geburtsdatum Geburtsort (Land, falls außerhalb von Belgien)

Personenstand

Besitzt der Verpächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

- Ja
Unternehmensnummer
- Nein

Besitzt der Verpächter eine Erzeugernummer?

Ja

Erzeugernummer

Nein

eine juristische Person

Bezeichnung

Art der Gesellschaft

Besitzt der Verpächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

Ja

Unternehmensnummer

Nein

Besitzt der Verpächter eine Erzeugernummer?

Ja

Erzeugernummer

Nein

4.2. Anschrift

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

Land

4.3. Person, die gesetzlich befugt ist, für das Unternehmen Verpflichtungen einzugehen

Herr

Name

Vorname

Frau

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben

Telefon

Telefon

Telefon

E-Mail

4.4. Weitere Verpächter

Gibt es weitere Verpächter?

Ja

Nein

4.4.1 / 4.4.2 / 4.4.3 ... Verpächter Nr.2 / 3 / 4 ...

4.4.1.1. ... Identifizierung

Der Verpächter ist:

- eine Privatperson

Hat der Verpächter eine Identifizierungsnummer im Nationalregister oder im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit?

- Ja

Nationalregisternummer/Nummer im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit

- Nein

- Herr

Name

Vorname

- Frau

Geburtsdatum Geburtsort (Land, falls außerhalb von Belgien)

Personenstand

- eine natürliche Person (Selbständiger)

Hat der Verpächter eine Identifizierungsnummer im Nationalregister oder im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit?

- Ja

Nationalregisternummer/Nummer im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit

- Nein

- Herr

Name

Vorname

- Frau

Geburtsdatum Geburtsort (Land, falls außerhalb von Belgien)

Personenstand

Besitzt der Verpächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

- Ja

Unternehmensnummer

- Nein

Besitzt der Verpächter eine Erzeugernummer?

- Ja

Erzeugernummer

- Nein

- eine juristische Person

Bezeichnung

Art der Gesellschaft

Besitzt der Verpächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

Ja

Unternehmensnummer

Nein

Besitzt der Verpächter eine Erzeugernummer?

Ja

Erzeugernummer

Nein

4.4.1.2. ... Anschrift

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

Land

4.4.1.3. ... Person, die gesetzlich befugt ist, für das Unternehmen Verpflichtungen einzugehen

Herr

Name

Vorname

Frau

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben

Telefon

Telefon

Telefon

E-Mail

5. Kontaktdaten des Pächters

5.1. Identifizierung

Der Pächter ist:

eine natürliche Person (Selbständiger)

Hat der Pächter eine Identifizierungsnummer im Nationalregister
oder im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit?

Ja

Nationalregisternummer/Nummer im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit

Nein

Herr

Name

Vorname

Frau

Geburtsdatum Geburtsort (Land, falls außerhalb von Belgien)

Personenstand

Besitzt der Pächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

Ja

Unternehmensnummer

Nein

Besitzt der Pächter eine Erzeugernummer?

Ja

Erzeugernummer

Nein

eine juristische Person

Bezeichnung

Art der Gesellschaft

Besitzt der Pächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

Ja

Unternehmensnummer

Nein

Besitzt der Pächter eine Erzeugernummer?

Ja

Erzeugernummer

Nein

5.2. Anschrift

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl

Ortschaft

Land

5.3. Person, die gesetzlich befugt ist, für das Unternehmen Verpflichtungen einzugehen

Herr

Name

Vorname

Frau

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben

Telefon

Telefon

Telefon

E-Mail

5.4. Weitere Pächter

Gibt es weitere Pächter?

Ja

Nein

5.4.1 / 5.4.2 / 5.4.3 ... Pächter Nr.2 / 3 / 4 ...

5.4.1.1. ... Identifizierung

Der Pächter ist:

-
- eine natürliche Person (Selbständiger)

Hat der Pächter eine Identifizierungsnummer im Nationalregister
oder im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit?

-
- Ja

Nationalregisternummer/Nummer im Bis-Register der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit

-
- Nein

-
- Herr

Name

Vorname

-
- Frau

Geburtsdatum Geburtsort (Land, falls außerhalb von Belgien)

Personenstand

Besitzt der Pächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

-
- Ja

Unternehmensnummer

-
- Nein

Besitzt der Pächter eine Erzeugernummer?

-
- Ja

Erzeugernummer

-
- Nein

-
- eine juristische Person

Bezeichnung

Art der Gesellschaft

Besitzt der Pächter eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen?

-
- Ja

Unternehmensnummer

-
- Nein

Besitzt der Pächter eine Erzeugernummer?

-
- Ja

Erzeugernummer

-
- Nein

5.4.1.2. ... Anschrift

Straße

Nummer

Postfach

Postleitzahl Ortschaft

Land

5.5.1.3. ... Person, die gesetzlich befugt ist, für das Unternehmen Verpflichtungen einzugehen

Herr Frau Name Vorname

Bitte mindestens eine Rufnummer angeben
Telefon Telefon Telefon

E-Mail

6. Angaben zum Pachtvertrag

Art des Pachtvertrags

Datum, ab dem der Pachtvertrag läuft oder die Abtretung gilt

Dauer des Pachtvertrags oder der 1. Periode (Jahre)

7. Identifizierung der Katasterparzellen

Betrifft der Pachtvertrag mehr als 30 Katasterparzellen?
 Ja [→ In diesem Fall eine Liste der Parzellen als Anhang beifügen]
 Nein

7.1. Lage

Straße / Flurname Nummer Postfach

Postleitzahl Ortschaft

7.1.1 / 7.1.2 / 7.1.3 ... Parzelle(n)

Referenz der Parzelle:

LAS-Code (Gemeinde)

Gemeinde

LAS-Code (Gemarkung)

Gemarkung

Flur Wurzel Exponent Potenz Bis-Nr. Aufteilung

Parzellennummer (CAPAKEY)

Landwirtschaftliches Gebiet

Betrifft der Pachtvertrag die gesamte Parzelle?

- Ja
 Nein

Art der Parzelle laut Kataster

 m²

Fläche der Parzelle laut Kataster

 m²

Verpachtete Fläche

 m²

Nicht indexiertes Katastereinkommen

8. Eventuelle Kommentare

9. Ehrenwörtliche Erklärung

Für die beurkundenden Beamten

Herr Name Vorname
 Frau

gesetzlich befugt, für den beurkundenden Beamten Verpflichtungen einzugehen

erklärt auf Ehrenwort, dass die in diesem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Angaben korrekt und vollständig sind.

Für den Verpächter

Herr Name Vorname
 Frau

erklärt auf Ehrenwort, dass die in diesem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Angaben korrekt und vollständig sind.

10. Schutz des Privatlebens und Beschwerdemittel

10.1. Schutz des Privatlebens

Wie in der Datenschutz-Grundverordnung (DSGVO) vorgesehen, informieren wir Sie darüber, dass:

- der ÖDW über einen Datenschutzbeauftragten innerhalb der Dienststelle für Datenschutz verfügt. Dieser kann per Post (1, Place de la Wallonie in 5100 Jambes) oder per E-Mail (dpo@spw.wallonie.be).kontaktiert werden;
- die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden die personenbezogenen Daten sammelt und verarbeitet, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben notwendig sind. Sie ist für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten verantwortlich;

- die von der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden verarbeiteten personenbezogenen Daten bezüglich der Notifizierung eines Pachtvertrags oder eines Ortsbefunds während höchstens zehn Jahren nach Ablauf des Pachtvertrags aufbewahrt werden;
- diese Daten ausschließlich an die Dienststelle der wallonischen Regierung übermittelt werden, die für das im Formular angegebene Verfahren zuständig ist, und zwar an den Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz - Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung;
- Sie das Recht haben, eine Beschwerde bei der Datenschutzbehörde im Zusammenhang mit der Verarbeitung dieser Daten einzureichen (über <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>);
- Sie auf die personenbezogenen Daten, die Sie betreffen und sich eventuell im Besitz des wallonischen öffentlichen Dienstes befinden, zugreifen können, indem Sie einen Antrag über das Formular "Antrag auf das Recht auf Zugang zu meinen personenbezogenen Daten" stellen;
- Sie Ihr Recht auf Berichtigung Ihrer Daten ausüben können, indem Sie sich an die Verwaltungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wenden, mit denen Sie in Kontakt stehen;
- die Rechte auf Löschung, Einschränkung der Verarbeitung und Widerspruch gegen die Verarbeitung nur in bestimmten besonderen und begrenzten Fällen gegenüber den öffentlichen Behörden ausgeübt werden können. Die Verwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, mit der Sie in Kontakt stehen, wird Sie darüber informieren, ob die Ausübung dieser Rechte für die betreffende Verarbeitung möglich ist.

10.2. Beschwerdemittel

Was können Sie tun, wenn Sie nach Ablauf des Verfahrens mit dem gefassten Beschluss nicht zufrieden sind?

1. **Eine interne Beschwerde bei der Verwaltung einreichen.**
Wenden Sie sich an die betreffende Verwaltung, um ihr die Gründe Ihrer Unzufriedenheit zu erläutern, oder reichen Sie die spezifische administrative Beschwerde ein, wenn diese laut dem Verfahren möglich ist.
2. **Eine Beschwerde an den Ombudsmann der Wallonischen Region richten.**
Falls Sie weiterhin mit der Entscheidung unzufrieden sind, auch nachdem Sie Schritte bei der Verwaltung unternommen haben, haben Sie noch die Möglichkeit, eine Beschwerde an den Ombudsmann der Wallonischen Region und der Föderation Wallonie-Brüssel zu richten.



Rue Lucien Namèche, 54 - 5000 Namur
Gebührenfreie Rufnummer:
<http://www.le-mediateur.be>

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 22. September 2021 zur Festlegung des Formulars für die Notifizierung von Informationen an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 22. September 2021

Der Minister für Landwirtschaft,

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/22360]

22 SEPTEMBER 2021. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het kennisgevingformulier van de informatie aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum

De Minister van Landbouw,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.54 en D.357, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018 et bij het decreet van 2 mei 2019;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de lijst van de te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake het agrarisch grondwaarnemingscentrum overeenkomstig artikelen D.54 en D.357 van het Waals Landbouwwetboek, inzonderheid op artikel 4, § 2, eerste lid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 juni 2019 en 27 mei 2021;

Gelet op het Ministerieel besluit van 9 december 2019 tot vaststelling van het kennisgevingformulier van de informatie aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum;

Gelet op het advies nr. 95/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 2 oktober 2020;

Gelet op het rapport van 19 juli 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd met vijftien dagen, gericht aan de Raad van State op 26 juli 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Het kennisgevingformulier van de informatie bedoeld in artikel 4, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de lijst van de te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake het agrarisch grondwaarnemingscentrum overeenkomstig artikelen D.54 en D.357 van het Waals Landbouwwetboek, is opgenomen:

1° in bijlage 1 van dit besluit, voor de kennisgeving van de verkopen, verwervingen, ruilverrichtingen, schenkingen in volle eigendom en inbrengen aan een rechtspersoon;

2° in bijlage 2 van dit besluit, voor de kennisgeving van de pachtovereenkomsten en van de plaatsbeschrijvingen die als bijlage bij een pacht moeten worden gevoegd.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 9 december 2019 tot vaststelling van het kennisgevingformulier van de informatie aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum, wordt opgeheven.

Namen, 22 september 2021.

W. BORSUS

Bijlage 1

Kennisgeving aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum

Uw formulier wordt elektronisch ingediend en zal worden verwerkt door de hiernaast vermelde administratie. Deze administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens.

Service public de Wallonie
Agriculture, Ressources Naturelles et
Environnement
Département du Développement, de la Ruralité,
des Cours d'eau et du Bien-être animal
Direction de l'Aménagement Foncier Rural

Avenue Prince de Liège, 7
5100 Jambes

In geval van technische problemen, gelieve contact op te nemen met de volgende persoon:

Mevr. Nathalie SONDAG

Tel. : 081 33 64 72

observatoirefoncier.ruralite@spw.wallonie.be

<http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

Kennisgeving aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum van de transacties betreffende het agrarisch onroerend goed in Wallonië**Voorwerp**

Elke instrumenterend ambtenaar die een transactie verricht met betrekking tot een agrarisch onroerend goed in Wallonië moet deze transactie melden aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum.

Publiek

Notarissen met een woonplaats buiten België en Aankoopcomités.

Voorwaarden

Betreft het al dan niet bebouwd onroerend goed, gelegen in landbouwgebied op het gewestplan, en het al dan niet bebouwd onroerend goed, opgegeven in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem.

Regelgeving

Waals landbouwwetboek, artikelen D.54, eerste lid en D. 357, §§ 1 en 3.

Besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de lijst van de door de instrumenterende ambtenaren te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake het agrarisch grondwaarnemingscentrum overeenkomstig artikelen D.54 en D.357 van het Waalse Landbouwwetboek.

De mededeling van gegevens is verplicht overeenkomstig deze regelgevingen.

Doeleinden

Om het landbouwkundig grondbeleid ten goede te komen, wordt binnen de administratie een agrarisch grondwaarnemingscentrum opgericht dat ermee belast is de verrichtingen met betrekking tot landbouwkundige onroerende goederen over het hele gewestelijke grondgebied te inventariseren en te onderzoeken. Het waarnemingscentrum maakt jaarlijks een verslag over de vastgoedtoestand op.

1. Personalia van de instrumenterende ambtenaar**1.1. Identificatie**

Een notaris van wie de woonplaats buiten België gelegen is

Dhr. Naam

Voornaam

Mevr.

Een aankoopcomité

Waals aankoopcomité

Brussels aankoopcomité

Vlaams aankoopcomité

Federaal aankoopcomité

Vestigingseenheidsnummer / Ondernemingsnummer

Benaming

Gelieve tenminste één telefoonnummer aan te duiden.

Telefoon

Telefoon

Telefoon

E-mail

1.2. Adres van de maatschappelijke zetel van uw vestiging

Straat

Nummer

bus

Postcode

Gemeente

Land

1.3. Contactpersoon

Gelieve een contactpersoon te vermelden voor de follow-up van uw dossier.

Dhr. Naam

Voornaam

Mevr.

Gelieve tenminste één telefoonnummer aan te duiden.

Telefoon

Telefoon

Telefoon

E-mail

2. Informatie over de vastgoedtransactie

U dient een kennisgeving te doen per soort verrichte vastgoedtransactie.

De aan te melden transactie betreft

- Een verkoop
- Een aankoop
- Een ruiltransactie
- Een schenking
- Een inbreng aan een rechtspersoon

In geval van verkoop

Datum van de verrichting

Totale verkoopprijs van de transactie

 €

Totale oppervlakte van de operatie

 m²
In geval van aankoop

Datum van de verrichting

Totale aankoopprijs van de transactie (exclusief vergoedingen)

 €

Totale oppervlakte van de operatie

 m²
In geval van ruiltransactie

Datum van de verrichting

Partijnummer	Waarde van de partij (€)	Oppervlakte van de partij (m ²)	Schenker	Overnemer0}
Partij nr. 1				
Partij nr. 2				

In geval van schenking

Datum van de verrichting

Totale waarde van de transactie

 €

Totale oppervlakte van de transactie

 m²
In geval van inbreng aan een rechtspersoon

Datum van de verrichting

Totale waarde van de transactie

 €

Totale oppervlakte van de transactie

 m²
3. Identificatie van de kadastrale percelen

Betreft de vastgoedtransactie meer dan 30 kadastrale percelen?

- Ja [→ in dit geval, voeg een lijst percelen in bijlage bij]
 Nee

3.1. Ligging

Adres/ plaatsnaam

Nummer

bus

Postcode Gemeente

3.1.1 / 3.1.2 / 3.1.3 ... Perceel (elen)

Referentie van het perceel:

NIS (Gemeente)

Gemeente

NIS (Afdeling)

Afdeling

Sectie Gedeelte Exponent Vermogen Bis Verdeling

Perceelnummer (CAPAKEY)

Oppervlakte van het perceel volgens kadaster m²

Aard van het perceel volgens kadaster m²

Is er een huurovereenkomst ?

- Ja
Aard van de huurovereenkomst
- Nee

Is het perceel voorgekadastroerd?

- Ja
Identificatienummer van het plan in de databank van de Algemene administratie van de Erfgoeddocumentatie
- Nummer van het voorgekadastroerd perceel
- Nee

Identificatie van de partij voor dit perceel (in geval van ruiltransactie)

Kies de partij voor dit perceel

4. Identiteit van de partijen

In geval van verkoop

De verkoper is

- Een natuurlijke persoon
Geboortedatum

Indien die persoon een landbouwer is, is hij/zij landbouwer

in hoofdberoep

in bijberoep

een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

In geval van aankoop

De overnemer is0}

Een natuurlijke persoon

Indien die persoon een landbouwer is, is hij/zij landbouwer

in hoofdberoep

in bijberoep

een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

In geval van ruiltransactie

Het eerste deel is

Een natuurlijke persoon

Geboortedatum

Indien die persoon een landbouwer is, is hij/zij landbouwer

in hoofdberoep

in bijberoep

een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

Is er een overnemer voor het landbouwbedrijf ?

Ja

Nee

Niet geweten

In geval van schenking

De schenker is

Een natuurlijke persoon

Indien die persoon een landbouwer is, is hij/zij landbouwer

in hoofdberoep

in bijberoep

een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

In geval van inbreng aan een rechtspersoon

De inbrenger is

Een natuurlijke persoon

Indien die persoon een landbouwer is, is hij/zij landbouwer

in hoofdberoep

in bijberoep

een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

5. Identiteit van de partijen**In geval van verkoop**

De aankoper is0}

-
- Een natuurlijke persoon

Geboortedatum

Indien die persoon een landbouwer is, is hij/zij landbouwer

-
- in hoofdberoep

-
- in bijberoep

-
- een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

Is er een overnemer voor het landbouwbedrijf?

-
- Ja

-
- Nee

-
- Niet geweten

In geval van aankoop

De aankoper is

-
- een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

In geval van ruiltransactie

Het tweede deel is

-
- Een natuurlijke persoon

Geboortedatum

Indien die persoon een landbouwer is, is hij/zij landbouwer

-
- in hoofdberoep

-
- in bijberoep

-
- een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

Is er een overnemer voor het landbouwbedrijf?

-
- Ja

-
- Nee

-
- Niet geweten

In geval van schenking

De begiftigde is

-
- Een natuurlijke persoon

Geboortedatum

Indien die persoon een landbouwer is, is hij/zij landbouwer

-
- in hoofdberoep

-
- in bijberoep

-
- een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

Is er een overnemer voor het landbouwbedrijf?

-
- Ja

-
- Nee

- Niet geweten

In geval van inbreng aan een rechtspersoon

De aankoper is

- een rechtspersoon

Bedrijfsnummer

6. Eventuele commentaar

7. Verklaring op erewoord

- Dhr. Naam Voornaam
- Mevr.

wettelijk gemachtigd om de instrumenterende ambtenaar **in te schakelen**0}

verklaar op erewoord dat de in dit formulier en de bijlagen verstrekte informatie juist en volledig is.

8. Bescherming van de privésfeer en beroepsmogelijkheden

8.1. Bescherming van de privésfeer

Overeenkomstig de algemene verordening gegevensbescherming (AVG), informeren wij u dat:

- de Waalse Overheidsdienst beschikt over een afgevaardigde voor gegevensbescherming binnen de dienst gegevensbescherming. Hij kan per post (1, Place de la Wallonie te 5100 Jambes) of per e-mail (dpo@spw.wallonie.be) gecontacteerd worden.
- het agrarisch grondwaarnemingscentrum verzamelt en verwerkt de persoonsgegevens nodig voor het vervolgen van zijn opdrachten; het is verantwoordelijk voor de verwerking van deze persoonsgegevens.
- De door het agrarisch grondwaarnemingscentrum verwerkte persoonsgegevens worden hoogstens dertig jaar bewaard.
- Deze gegevens worden uitsluitend meegedeeld aan de dienst van de Waalse Regering die belast is met de procedure die op het formulier is vermeld, namelijk de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu - Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn - Directie Landinrichting van de landeigendommen;
- u hebt het recht om een klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit over de verwerking van dergelijke gegevens via "https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte";
- u kunt toegang krijgen tot uw persoonsgegevens die eventueel in het bezit zijn van de Waalse Overheidsdienst door een aanvraag in te dienen via het formulier "aanvraag om toegang tot mijn persoonsgegevens";
- u kunt uw recht op rechtzetting van uw gegevens uitoefenen door contact op te nemen met de diensten van de Waalse Overheidsdienst waarmee u in contact staat; de rechten om gegevens te wissen, de verwerking ervan te beperken en bezwaar te maken tegen de verwerking ervan kunnen slechts in bepaalde specifieke en beperkte gevallen ten aanzien van de overheid worden uitgeoefend. De administratie van de Waalse overheidsdienst waarmee u in contact staat, zal u informeren of de uitoefening van dergelijke rechten mogelijk is voor de betrokken verwerking

8.2. Beroepsmogelijkheden

Wat kunt u doen indien de beslissing uw verwachtingen niet inlost na afloop van de procedure?

1. Een intern beroep indienen bij de administratie.

Neem contact op met de betrokken administratie om de redenen voor uw ongenoegen uit te leggen of stel het specifiek bestuursrechtelijk beroep in als dit in de procedure is voorzien.

2. Een bezwaarschrift indienen bij de Ombudsman.

Indien u na uw voorafgaandelijke stappen bij de administratie niet akkoord zou gaan met deze beslissing, kan u een bezwaarschrift indienen bij de "Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles" (Ombudsman van Wallonië en van de Federatie Wallonië-Brussel)



Rue Lucien Namèche, 54 te 5000 Namen
 Gratis telefoonnummer 0800.19 199
<http://www.le-mediateur.be>

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 september 2021 tot vaststelling van het kennisgevingformulier van de informatie aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum.

Namen, 22 september 2021.

De Minister van Landbouw,

W. BORSUS

Bijlage 2

Kennisgeving aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum

Uw formulier wordt elektronisch ingediend en zal worden verwerkt door de hiernaast vermelde administratie. Deze administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens.

Service public de Wallonie
Agriculture, Ressources Naturelles et
Environnement
Département du Développement, de la Ruralité,
des Cours d'eau et du Bien-être animal
Direction de l'Aménagement Foncier Rural

Avenue Prince de Liège, 7
5100 Jambes

In geval van technische problemen, gelieve contact op te nemen met de volgende persoon:

Mevr. Nathalie SONDAG
Tel. : 081 33 64 72
feedback.interventions.dgarne@spw.wallonie.be
<https://agriculture.wallonie.be/bail-a-ferme>

Kennisgeving aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum van de pachtovereenkomsten in Wallonië**Voorwerp**

De pachtovereenkomst is een huurovereenkomst van een of meerdere onroerende goederen die hoofdzakelijk voor landbouwdexploitatie worden gebruikt.}

De pachtovereenkomst is het belangrijkste kader voor de contractuele betrekkingen tussen grondeigenaars (verpachters) en landbouwers (pachters).

De instrumenterende ambtenaren (notarissen, aankoopcomités) of verpachters moeten het agrarisch grondwaarnemingscentrum via dit elektronische formulier in kennis stellen van de transacties met betrekking tot een grond of landbouwgebouw waarvan zij kennis hebben of waarbij zij betrokken zijn.

Publiek

Notarissen van wie de woonplaats buiten België gelegen is, aankoopcomités en verpachters.

Voorwaarden

Alle pachtovereenkomsten die vanaf 1.1.2020 worden gesloten, moeten elektronisch aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum meegedeeld worden.

Regelgeving

Burgerlijk Wetboek, Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 3 ("Regels betreffende de pacht in het bijzonder"), artikelen 3, § 1, en 45, 6.

Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.54 en D.357, §§ 1 et 3.

Besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de lijst van de door de instrumenterende ambtenaren te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake het agrarisch grondwaarnemingscentrum overeenkomstig artikelen D.54 en D.357 van het Waalse Landbouwwetboek.

De mededeling van gegevens is verplicht overeenkomstig deze regelgevingen.

Artikel D.398, § 1, 7°, van het Waalse Landbouwwetboek, vermeldt: "Een overtreding van vierde categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door: [...] hij die geen instrumenterend ambtenaar is en nalaat de gegevens, opgenomen in een onderhandse akte of in iedere plaatsvervangende akte, of de plaatsbeschrijving of iedere plaatsvervangende akte overeenkomstig artikelen D.54, leden 2 en 3 en D.357, § 3, en de uitvoeringsbesluiten van deze artikelen, over te maken.". Een dergelijke overtreding wordt overeenkomstig Boek I van het Milieuwetboek bestraft met een boete van ten minste 1 euro en van ten hoogste 1.000 euro.

Doeleinden

Om het landbouwkundig grondbeleid ten goede te komen, wordt binnen de administratie een agrarisch grondwaarnemingscentrum opgericht dat ermee belast is de verrichtingen, inclusief pachtovereenkomsten, met betrekking tot landbouwkundige onroerende goederen over het hele gewestelijke grondgebied te inventariseren en te onderzoeken. Het waarnemingscentrum maakt jaarlijks een verslag over de vastgoedtoestand op.

1. Voorafgaande vraag

U bent:

- Een notaris van wie de woonplaats buiten België gelegen is
- Dhr. Naam Voornaam
- Mevr.
- De verhuurder
- Een aankoopcomité
- Waals aankoopcomité
- Brussels aankoopcomité
- Vlaams aankoopcomité
- Federaal aankoopcomité

2. Personalia van de aankoopcomité

Vestigingseenheidsnummer / Ondernemingsnummer

Benaming

Straat

Nummer

bus

Postcode

Gemeente

Gelieve een contactpersoon te vermelden voor de follow-up van uw dossier.

- Dhr. Naam Voornaam
- Mevr.

Gelieve tenminste één telefoonnummer aan te duiden.

Telefoon

Telefoon

Telefoon

E-mail

3. Personalia van de notaris

Vestigingseenheidsnummer / Ondernemingsnummer

Benaming

Straat

Nummer

bus

Postcode

Gemeente

Land

Gelieve een contactpersoon te vermelden voor de follow-up van uw dossier.

- Dhr. Naam Voornaam
- Mevr.

Gelieve tenminste één telefoonnummer aan te duiden.

Telefoon Telefoon Telefoon

E-mail

4. Personalia van de verpachter

4.1: Identificatie

De verpachter is:

- Een particulier

Heeft de verpachter een identificatienummer in het Rijksregister of in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid?

- Ja

Rijksregistersnummer / nummer in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

- Nee

Dhr. Naam Voornaam
 Mevr.

Geboortedatum Geboorteplaats (Land indien buiten België)

Burgerlijke stand

- Natuurlijke persoon (zelfstandige)

Heeft de verpachter een identificatienummer in het Rijksregister of in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid?

- Ja

Rijksregistersnummer / nummer in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

- Nee

Dhr. Naam Voornaam
 Mevr.

Geboortedatum Geboorteplaats (Land indien buiten België)

Burgerlijke stand

Heeft de verpachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

- Ja

Bedrijfsnummer

- Nee

Heeft de verpachter een producentnummer?

Ja

Producentnummer

Nee

een rechtspersoon

Benaming

Type bedrijf

Heeft de verpachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

Ja

Bedrijfsnummer

Nee

Heeft de verpachter een producentnummer?

Ja

Producentnummer

Nee

4.2. Adres

Straat

Nummer

bus

Postcode

Gemeente

Land

4.3. Persoon die wettelijk gemachtigd is om de onderneming te verbinden⁰

Dhr.

Naam

Voornaam

Mevr.

Gelieve tenminste één telefoonnummer aan te duiden.

Telefoon

Telefoon

Telefoon

E-mail

4.4. Andere verpachters

Zijn er andere verpachters?

Ja

Nee

4.4.1 / 4.4.2 / 4.4.3 ... Verpachter nr. 2 / 3 / 4 ...

4.4.1.1. Identificatie

De verpachter is:

- Een particulier

Heeft de verpachter een identificatienummer in het Rijksregister of in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid?

- Ja

Rijksregistersnummer / nummer in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

- Nee

Dhr. Naam Voornaam

Mevr.

Geboortedatum Geboorteplaats (Land indien buiten België)

Burgerlijke stand

- Natuurlijke persoon (zelfstandige)

Heeft de verpachter een identificatienummer in het Rijksregister of in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid?

- Ja

Rijksregistersnummer / nummer in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

- Nee

Dhr. Naam Voornaam

Mevr.

Geboortedatum Geboorteplaats (Land indien buiten België)

Burgerlijke stand

Heeft de verpachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

- Ja

Bedrijfsnummer

- Nee

Heeft de verpachter een producentnummer?

- Ja

Producentnummer:

- Nee

- een rechtspersoon

Benaming

Type bedrijf

Heeft de verpachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

Ja

Bedrijfsnummer

Nee

Heeft de verpachter een producentnummer?

Ja

Producentnummer

Nee

4.4.1.2. Adres

Straat

Nummer

bus

Postcode

Gemeente

Land

4.4.1.3. Persoon die wettelijk gemachtigd is om de onderneming te verbinden

Dhr.

Naam

Voornaam

Mevr.

Geelieve tenminste één telefoonnummer aan te duiden

Telefoon

Telefoon

Telefoon

E-mail

5. Personalia van de pachter

5.1: Identificatie

De pachter is:

Natuurlijke persoon (zelfstandige)

Heeft de pachter een identificatienummer in het Rijksregister of in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid?

Ja

Rijksregistersnummer / nummer in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

Nee

Dhr.

Naam

Voornaam

Mevr.

Geboortedatum Geboorteplaats (Land indien buiten België)

Burgerlijke stand

Heeft de pachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

Ja

Bedrijfsnummer

Nee

Heeft de pachter een producentnummer?

Ja

Producentnummer

Nee

een rechtspersoon

Benaming

Type bedrijf

Heeft de pachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

Ja

Bedrijfsnummer

Nee

Heeft de pachter een producentnummer?

Ja

Producentnummer

Nee

5.2. Adres

Straat

Nummer

bus

Postcode

Gemeente

Land

5.3. Persoon die wettelijk gemachtigd is om de onderneming te verbinden

Dhr.

Naam

Voornaam

Mevr.

Gelieve tenminste één telefoonnummer aan te duiden

Telefoon

Telefoon

Telefoon

E-mail

5.4. Andere pachters

Zijn er andere pachters?

- Ja
 Nee

5.4.1 / 5.4.2 / 5.4.3 ... Pachter nr. 2 / 3 / 4 ...

5.4.1.1. Identificatie

De pachter is:

- Natuurlijke persoon (zelfstandige)

Heeft de pachter een identificatienummer in het Rijksregister of in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid?

- Ja

Rijksregistersnummer / nummer in het BIS-register van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

- Nee

- Dhr.

Naam

Voornaam

- Mevr.

Geboortedatum Geboorteplaats (Land indien buiten België)

Burgerlijke stand

Heeft de pachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

- Ja

Bedrijfsnummer

- Nee

Heeft de pachter een producentnummer?

- Ja

Producentnummer

- Nee

- een rechtspersoon

Benaming

Type bedrijf

Heeft de pachter een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen?

- Ja

Bedrijfsnummer

- Nee

Heeft de pachter een producentnummer?

Ja

Producentnummer

Nee

5.4.1.2. Adres

Straat

Nummer

bus

Postcode

Gemeente

Land

5.5.1.3. Persoon die wettelijk gemachtigd is om de onderneming te verbinden

Dhr.

Naam

Voornaam

Mevr.

Geelieve tenminste één telefoonnummer aan te duiden

Telefoon

Telefoon

Telefoon

E-mail

6. Details van de huurovereenkomst

Type huurovereenkomst

Aanvangsdatum van de huurovereenkomst of van de overdracht

Duur van de overeenkomst of van de 1^{ste} periode (jaar)

7. Identificatie van de kadastrale percelen

Betreft de huurovereenkomst meer dan 30 kadastrale percelen?

Ja [(in dit geval, voeg een lijst percelen in bijlage bij]

Nee

7.1. Ligging

Adres/ plaatsnaam

Nummer

bus

Postcode

Gemeente

7.1.1 / 7.1.2 / 7.1.3 ... Perceel(elen)

Referentie van het perceel:

NIS (Gemeente)

Gemeente

NIS (Afdeling)

Afdeling

Sectie	Gedeelte	Exponent	Vermogen	Bis	Verdeling
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Perceelnummer (CAPAKEY)

Landbouwgebied

Betreft de huurovereenkomst het gehele perceel?

- Ja
 Nee

Aard van het perceel volgens kadaster

 m²

Oppervlakte van het perceel volgens kadaster

 m²

Gehuurde oppervlakte

 m²

niet-geïndexeerd kadastraal inkomen

8. Eventueel commentaar:**9. Verklaring op erewoord** Voor de instrumenterende ambtenaren

Dhr. Naam Voornaam
 Mevr.

wettelijk gemachtigd om de instrumenterende ambtenaar **in te schakelen** verklaar op erewoord dat de in dit formulier en de bijlagen verstreekte informatie juist en volledig is.

Voor de verpachter

Dhr. Naam Voornaam

Mevr.

verklaar op erewoord dat de in dit formulier en de bijlagen verstrekte informatie juist en volledig is.

10. Bescherming van de privésfeer en beroepsmogelijkheden

10.1. Bescherming van de privésfeer

Overeenkomstig de algemene verordening gegevensbescherming (AVG), informeren wij u dat:

- de Waalse Overheidsdienst beschikt over een afgevaardigde voor gegevensbescherming binnen de dienst gegevensbescherming. Hij kan per post (1, Place de la Wallonie te 5100 Jambes) of per e-mail (dpo@spw.wallonie.be) gecontacteerd worden.
- het agrarisch grondwaarnemingscentrum verzamelt en verwerkt de persoonsgegevens nodig voor het vervolgen van zijn opdrachten; het is verantwoordelijk voor de verwerking van deze persoonsgegevens.
- De door het grondwaarnemingscentrum verwerkte persoonsgegevens in verband met de kennisgeving van een pachtovereenkomst of van een plaatsbeschrijving worden bewaard voor een periode van ten hoogste tien jaar, te rekenen vanaf het verstrijken van de overeenkomst.
- Deze gegevens worden uitsluitend meegedeeld aan de dienst van de Waalse Regering die belast is met de procedure die op het formulier is vermeld, namelijk de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu - Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn - Directie Landinrichting van de landeigendommen;
- u hebt het recht om een klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit over de verwerking van dergelijke gegevens via "<https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>";
- u kan toegang krijgen tot uw persoonsgegevens die eventueel in het bezit zijn van de Waalse Overheidsdienst door een aanvraag in te dienen via het formulier "aanvraag om toegang tot mijn persoonsgegevens";
- u kunt uw recht op rechtzetting van uw gegevens uitoefenen door contact op te nemen met de diensten van de Waalse Overheidsdienst waarmee u in contact staat;
- de rechten om gegevens te wissen, de verwerking ervan te beperken en bezwaar te maken tegen de verwerking ervan kunnen slechts in bepaalde specifieke en beperkte gevallen ten aanzien van de overheden worden uitgeoefend. De administratie van de Waalse overheidsdienst waarmee u in contact staat, zal u informeren of de uitoefening van dergelijke rechten mogelijk is voor de betrokken verwerking.

10.2. Beroepsmogelijkheden

Wat kunt u doen indien de beslissing uw verwachtingen niet inlost na afloop van de procedure?

1. Een intern beroep indienen bij de administratie.

Neem contact op met de betrokken administratie om de redenen voor uw ongenoegen uit te leggen of stel het specifiek bestuursrechtelijk beroep in als dit in de procedure is voorzien.

2. Een bezwaarschrift indienen bij de Ombudsman.

Indien u na uw voorafgaandelijke stappen bij de administratie niet akkoord zou gaan met deze beslissing, kan u een bezwaarschrift indienen bij de "Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles" (Ombudsman van Wallonië en van de Federatie Wallonië-Brussel).



Rue Lucien Namèche, 54 te 5000 Namen

Gratis nummer 0800.19 199

<http://le-mediateur.be>

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 september 2021 tot vaststelling van het kennisgevingformulier van de informatie aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum.

Namen, 22 september 2021.

De Minister van Landbouw,

W. BORSUS